

SEMINAIRE DES AXES 2018-2019

Ce séminaire se propose de discuter collectivement de recherches en cours menées au sein du laboratoire. Il s'agit de discuter concrètement des opérations de recherches engagées par les chercheurs sur le plan théorique, méthodologique, analytique, etc. Cet échange revêt donc un caractère concret du fait de l'effort fourni par les intervenants pour solliciter des discussions permettant d'orienter la conduite de leur recherche. Il revêt aussi un caractère généraliste, couvrant largement les questions soulevées par chacun des axes (pouvoirs, incorporation des normes sociales, recompositions des classes sociales, économie des biens symboliques, processus de transnationalisation) et discutant des méthodes variées.

Les séances se dérouleront désormais entre 13h et 16h alternativement le mardi ou le jeudi. Elles auront lieu dans la salle H604 à la Sorbonne (12 rue Cujas) ou dans des salles de l'EHESS qui seront précisées à partir du début du mois d'octobre (54, boulevard Raspail).

Séance 1. Jeudi 4 octobre (salle H604, Sorbonne)

LES TRANSFORMATIONS DES CHAMPS DU POUVOIR ET DE L'ACTION PUBLIQUE : LES CAS FRANÇAIS ET ALLEMAND (LOLA AVRIL ET GUILLAUME PETIT)

- Thomas Colas et Delphine Dulong : *Retour sur les sommets de l'Etat et les élites socialistes*

Cette communication présente les résultats d'une enquête collective sur les cabinets ministériels des gouvernements Ayrault et Valls 1 (mai 2012 – août 2014) qui s'inscrit dans la tradition des enquêtes prosopographiques sur les élites gouvernantes tout en cherchant à en renouveler les problématiques et les méthodes. L'intérêt de cette enquête tient notamment aux nombreux bouleversements que l'État a connu ces vingt dernières années. Entre la privatisation des services publics, les « politiques de l'organisation » qu'incarnent tout particulièrement la RGPP et la MAP, les restructurations liées à l'eupéanisation et la régionalisation, ou encore les logiques exogènes au monde politique liées aux intérêts privés, l'État s'est recomposé comme jamais au tournant du 21^e. En particulier, les frontières qui séparent le secteur public du

secteur privé se sont fortement brouillées et les règles du jeu pour faire carrière au sein de – ou *via* – l'État en ont été affectées. Ce sont ces recompositions qui affectent sinon le champ du pouvoir du moins les fractions d'élites les plus liées au champ administratif que ce retour sur les élites socialistes au sommet de l'État contribue à éclairer.

- Thomas Lepinay : *De juge des comptes à conseiller du prince ? La Cour des comptes (années 1980-2010)*

La communication présente les premiers résultats d'une thèse en cours portant sur les transformations de la Cour des comptes depuis les années 1980. Du fait d'évolutions portées principalement par ses membres, magistrats issus d'un grand corps de l'État, l'institution est passée d'un travail principalement juridictionnel (contrôle de la régularité des dépenses publiques) à un contrôle d'efficacité de l'action administrative, voire à l'évaluation des politiques publiques. La Cour des comptes s'est également engagée dans un terrain médiatique, sortant ainsi de la discrétion qui était la sienne au début de la période. L'enquête retrace cette histoire, en la replaçant dans le temps long de l'institution et dans le contexte de la montée en puissance d'un *New Public Management*. Elle s'intéresse aux figures successives du haut fonctionnaire, aux modalités particulières d'intervention des magistrats des comptes et à la redéfinition constante de la frontière politique/administratif qu'entraîne ce tournant.

- Nicolas Hubé : « *La politique des chemins courts* » - *Une sociologie politique et historique des relations presse-politique en Allemagne (1918-2018)*

À partir d'une enquête sur les associations de journalisme politique et les différents services ministériels en charge du porte-parolat sous la République de Weimar et la République fédérale Allemande, nous proposons de comprendre les logiques institutionnelles et sociales structurantes des modes de régulation (et d'encadrement) des relations presse-politique en Allemagne. Pour ce faire, à partir d'archives, d'entretiens et d'observations, nous avons suivi les pratiques au plus près du travail en train de se faire au sein des institutions, tout en les inscrivant dans le temps long de leurs transformations. Observé à partir des relations informelles au sein des cercles d'informations politiques, ce qui est habituellement vu comme l'effet d'une « culture démocratique » nationale - plus ou moins respectueuse de l'indépendance des journalistes - est, ici, posé en énigme. Cette recherche procède d'une sociologie historique du champ du pouvoir allemand. Nous verrons comment se construisent historiquement des mécanismes d'interdépendance et de socialisation par coalescence, où les transactions collusives entre les deux champs (journalisme et politique) sont légitimées par ce qui apparaît aux yeux des agents comme une "nécessité" historique d'asseoir la démocratie. Nous verrons aussi la forte continuité institutionnelle (ainsi que de personnels en charge) des politiques de propagande qui court sur les trois régimes (Weimar, National-socialisme et RFA) étudiés.

Séance 2. Mardi 13 novembre (salle EHESS, à préciser)

LES PROFESSIONNELS DE LA SOCIALISATION (PASCAL BARBIER)

- Anne-Sophie Dutoit : *La fabrique du manager international : les agents de la socialisation professionnelle au sein des écoles hôtelières suisses*

Les écoles hôtelières suisses offrent une formation supérieure en management hôtelier à une population élitiste et cosmopolite, non seulement locale mais aussi étrangère. Cette thèse poste l'hypothèse qu'elles contribuent à la production et la reproduction des élites cosmopolites dans un contexte d'internationalisation de l'enseignement supérieur. L'un de nos objectifs est de dévoiler les processus contribuant à une « internationalisation » d'un champ éducatif privé, au niveau de ses institutions mais aussi des individus qui s'y forment. Dans le cadre de cette présentation, nous nous pencherons sur la socialisation institutionnelle opérée au sein de ces écoles hôtelières. Il sera question de découvrir *qui socialise qui, et comment*. D'abord, nous analyserons les différents agents de cette socialisation (l'institution, les employé.e.s, les pairs, ainsi que les professionnels de l'hôtellerie), leurs rôles ainsi que leurs sphères d'action. Puis, nous dévoilerons les origines géographiques, socioéconomiques et éducatives de cette population étudiante afin de discerner les caractéristiques de leurs primes socialisations. Finalement, nous nous attacherons à expliquer les spécificités de leur socialisation professionnelle à la fois managériale et internationale. Nous illustrerons la manière dont les savoirs, savoir-être et savoir-

faire enseignés sont conditionnés par l'industrie touristique et par les écoles hôtelières elles-mêmes. Nous concluons alors que les « professionnel.le.s de la socialisation » n'en sont pas nécessairement et que l'analyse du rôle des pairs est fondamentale pour comprendre les socialisations institutionnelles dans leur complexité. Pour ce faire, nous mobiliserons divers matériaux empiriques à la fois quantitatifs et qualitatifs récoltés par entretiens (50 entretiens menés avec des employé.e.s, ancien.ne.s-étudiant.e.s et actuel.le.s étudiant.e.s) et via 381 questionnaires remplis par des étudiant.e.s.

- Abigail Bourguignon : *Ce que la rééducation du bégaiement enfantin doit aux conceptions de l'enfance : représentations professionnelles et pratiques socialisatrices*

Le bégaiement, défini comme trouble de la parole et de la communication, fait l'objet d'un travail complexe. En France, le travail de rééducation du bégaiement est réalisé par des travailleur·euse·s sur autrui que sont les orthophonistes, mais également, pour les enfants, par une autre catégorie de travailleur·euse·s et d'entrepreneur·e·s du bien parler - les parents. Pour les orthophonistes, il s'agit de faire disparaître ou régresser le bégaiement ou de fournir aux personnes qui bégaiement des outils afin qu'elles puissent le maîtriser, et dans le cas des enfants, de travailler sur et avec ceux qu'elles considèrent comme les principaux acteurs de la socialisation langagière infantine (les parents). Comment des dispositions langagières enfantines se trouvent-elles scrutées, transformées et « prises en charge » ? Fondée

sur une enquête de terrain en cours, cette intervention analyse ce qui se passe dans les cabinets en termes de travail socialisateur et rend compte de la façon dont les conceptions de l'enfance de ces professionnel·le·s président à leurs représentations et leurs pratiques. Ce sont donc les conceptions de l'enfance des orthophonistes - des représentations de la parole enfantine, aux conceptions de la socio-genèse du développement langagier ou encore de la socialisation enfantine (et de son temps) - et leur caractère socialement situé sur lesquelles je me pencherai. Une attention particulière sera portée aux différenciations (et aux différenciations des différenciations) qui se déploient dans le cadre de la rééducation du bégaiement infantin. Je cherche à montrer l'inscription des représentations de l'enfance des orthophonistes et de leurs pratiques dans les rapports sociaux de classe, de sexe et de race. Interroger finement ces pratiques et représentations (et comment elles entrent parfois en dissonance, voire en conflit avec d'autres conceptions de l'enfance) vise à saisir les processus de socialisation qui prennent place au sein des cabinets et les rapports de domination qui entourent la fabrique des pratiques de délégation du travail de rééducation de la parole à la sphère familiale.

Séance 3. mardi 11 décembre (salle H604, Sorbonne)

L'ENCADREMENT DES MOBILISATIONS (CLAIRE RUFFIO ET GUILLAUME PETIT)

- Julie Gervais : *Les « mobilisations citoyennes » orchestrées par le monde des affaires- le cas d'AirBnB en Europe*

Parallèlement à leurs activités politiques traditionnelles, certaines entreprises privées ont recours à un type de *lobbying* fondé sur ce qu'on peut appeler « *corporate grassroots mobilisation* », soit l'organisation (par la compagnie) d'actions collectives de ses client-es, en vue d'exercer une influence « citoyenne » sur les décisions publiques. Inspirée par les savoir-faire des mouvements sociaux, et encadrée par des logiques *marketing* qui ne disent pas leur nom, cette stratégie d'influence « par le bas » interroge sur les transformations de l'espace de représentation des intérêts. La quête de légitimité sociopolitique du monde des affaires vient ainsi brouiller les frontières entre militant-es et consommateurs ou consommatrices, et entre les mobilisations propres à l'espace protestataire et celles orchestrées par les entreprises privées. Mon enquête sur le cas d'AirBnB (Barcelone, Berlin, Londres, Paris), qui développe ce phénomène en Europe à partir d'une subversion du modèle du « *community organizing* », témoigne de l'orchestration entrepreneuriale d'une forme de néo-libéralisme « de gauche » – soit l'alliance entre des valeurs progressistes et le monde des affaires, visant *in fine* à lutter contre l'imposition et la régulation des entreprises privées par les pouvoirs publics.

- Julie Riegel : *La conflictualité à l'aune de la parité de participation : la place des agriculteurs dans les offres de concertations environnementales*

La corrélation supposée entre participation et protection de l'environnement fait l'objet depuis plusieurs années d'un désenchantement, au regard de la persistance de la crise écologique et de la résurgence de la conflictualité dans les projets d'aménagement et d'environnement. Ces conflits sont particulièrement prégnants entre gestionnaires de l'eau et acteurs agricoles à l'échelle des territoires, et sont souvent lus comme la confrontation d'intérêts et de valeurs antagonistes, insolubles dans la délibération. A partir de trois enquêtes anthropologiques au long cours, comparant les traces, la mémoire et les effets de concertations instituées autour de la gestion des rivières, ma recherche offre un contrepoint à cette hypothèse. Le statut donné à l'expertise technique, la temporalité et la texture du dialogue local, ainsi que les registres de légitimité associés aux intérêts portés par les différentes parties-prenantes, s'avèrent déterminants dans la trajectoire des conflits en jeu. En exposant les résultats d'une de ces enquêtes, conduites sur le bassin versant du Buëch dans les Hautes-Alpes, ma communication montre qu'il est prématuré de remettre en cause la plus-value de la participation à la construction d'une démocratie écologique. Une parité de participation, croisant des enjeux de justice de distribution, de reconnaissance et de participation, doit encore être éprouvée, permettant de mettre en délibération des valeurs et des rationalités environnementales, et pas seulement des faits techno-scientifiques.

- Emmanuelle Bouilly : « *Faire du couscous et des meetings contre l'émigration clandestine.* » *Mobiliser sans protester au Sénégal*

Cette présentation livrera les résultats d'une recherche doctorale qui porte sur la mobilisation de mères de migrants au Sénégal. En 2006, un peu plus de 30 000 Subsahariens ont réussi à émigrer en Espagne en traversant l'océan Atlantique à bord de pirogues. Parmi eux, environ 10 000 Sénégalais ont ensuite été expulsés dans leur pays d'origine. De nombreux autres sont morts dans leur tentative de rejoindre l'Europe. Plusieurs mères de migrants morts ou portés disparus se sont alors élevées contre ces drames, créant une association ayant pour mission officielle de « lutter contre l'émigration clandestine ». Ce combat a pris la forme d'actions de sensibilisation sur les dangers de certaines routes et moyens migratoires, ainsi que d'entraide morale et économique pour les familles des disparus, et de témoignages publics – parfois soutenus par des bailleurs de fonds internationaux ou les pouvoirs publics sénégalais. L'étude de cette mobilisation montre qu'il existe, au Sénégal, une option qui consiste à mobiliser sans protester : à mener une action collective sans recourir à l'action protestataire. Ceci sera l'occasion de discuter des usages et des limites de la sociologie des mouvements sociaux sur des terrains non-occidentaux et à l'égard de mobilisations subalternes.

Séance 4. Mardi 29 janvier (salle EHESS, à préciser)

SOCIOLOGIE DE LA SOCIOLOGIE (IOANA CIRSTOCEA ET THIBAUD BONCOURT)

- Alexander Bikbov : *Gérer le temps collectif : expertise sociologique du gouvernement du temps en France et en Russie, années 1960 et 2000*

À partir des années 1920, les planificateurs soviétiques s'occupent du bon usage collectif du temps et de l'énergie corporelle des travailleurs, des jeunes, des activistes, dans une tentative de rationaliser leur structuration via des études budgets-temps. Ces études ont été reprises en URSS à la fin des années 1940 avec l'objectif de réduire les pertes du temps dans la grande industrie. Devenues une pratique internationale (à partir du 1948 en France), intégrées dans les programmes de l'UNESCO, les études sur le temps sont un des outils dans les années 1960 de la planification de l'infrastructure de l'habitat, du travail et des loisirs. Cette politique change à nouveau avec le développement des pratiques néo-libérales des années 2000, qui mettent l'accent sur l'optimisation du temps individuel. Cette recherche s'interroge sur le rôle de la sociologie en tant qu'expertise dans ce gouvernement du temps et sur l'impact que celle-ci a sur la vision de la rationalité sociologique dans deux sociétés fortement étatisées comme la France et la Russie. Les transformations des thématiques gestionnaires, qui mettent en forme le temps collectif, font partie intégrante de la recherche. Comment la gestion du temps est-elle redéfinie

avec la montée de l'État social qui élargit le champ de la gestion et saisit le loisir ? Comment son démantèlement efface-t-il les frontières entre le temps productif et le temps libre traduisant la gestion collective en gouvernement de soi ?

- Groupes « archives du CSE » : *Les fondements pratiques de la théorisation : projet d'ouvrage collectif sur les premières enquêtes du CSE*

Nous présenterons un ouvrage en préparation, consacré aux enquêtes conduites au Centre de sociologie européenne dans les années 1960. Ce projet entend contribuer aux travaux, actuellement nombreux, sur la sociologie de Pierre Bourdieu et sa genèse, en mettant l'accent sur les dimensions collective et empirique de cette entreprise. Il se donne notamment pour ambition d'éclairer les conditions qui ont permis cette entreprise sans véritable équivalent dans l'histoire de la sociologie : il y va bien sûr du projet de refondation disciplinaire qui y a été développé, mais aussi d'un moment particulier des sciences sociales en France. La communication portera sur l'intention générale du livre et évoquera, probablement sous la forme d'un ou deux focus, les chapitres du livre (qui porteront notamment sur le fonctionnement du CSE, les stratégies éditoriales du groupe, le financement de ses travaux, les enquêtes en Algérie, celles sur la photographie, la fréquentation des musées, le crédit et l'éducation).

Séance 5. Jeudi 21 février (salle H604, Sorbonne)

ENJEUX ET LOGIQUES TRANSNATIONALES (LOLA AVRIL)

- Ioana Cîrstocea : *Sociologie politique d'une « formation transnationale » de guerre froide - le « féminisme global » (1975-1995¹)*

Entendu comme l'inclusion progressive des droits des femmes sur l'agenda onusien depuis la déclaration de l'« Année internationale de la femme » en 1975, le « féminisme global » a connu son moment de gloire au début de la décennie 1990, lorsque les conférences mondiales de Vienne (1993) et de Pékin (1995) ont pleinement consacré les « droits des femmes comme droits humains » et le *gender mainstreaming* comme outil d'action publique trans-sectoriel et multi-niveaux. Au gré de ces acquis, l'intervalle 1975-1995 se présente dans la littérature comme un continuum de mobilisations transnationales ayant légitimé auprès des bureaucraties supranationales des revendications portées par des militantes et des expertes féministes solidaires par-delà les frontières. Par le biais d'une cartographie des groupes engagés autour de cet agenda, mes enquêtes en cours en déconstruisent l'histoire convenue l'insérant dans le contexte géopolitique de la guerre froide et interrogeant les reconfigurations du militantisme pour les droits des femmes après sa fin.

¹ Programme de recherche en cours soutenu par le Fonds de préfiguration-TEPSIS (décembre 2017-décembre 2019)

- Denia Chebli : *La guerre au Mali : d'une lutte politique à un conflit « ethnique » ?*

La guerre au Mali éclate en janvier 2012 au nom de l'indépendance de l'Azawad revendiqué par le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA). Rapidement, le MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad avant d'être évincé du territoire par des mouvements islamistes. La progression de ces derniers vers le centre du pays déclenche l'intervention française en 2013 puis la mise en place d'un processus de paix. L'arrivée des forces internationales a profondément reconfiguré la carte politique locale et nationale. L'imposition par le haut d'un processus de paix et les opportunités politiques et économiques liées à l'intervention ont entraîné une fragmentation des groupes armés rebelles et des milices pro-gouvernementales. En dépit de la signature d'un accord de paix à Alger en juin 2015, les conflits interprétés en termes ethniques s'intensifient. Cette séance sera l'occasion de décortiquer ces conflits à partir du jeu de concurrences pour entrer dans l'État suite à la signature de l'accord de paix.

Séance 6. Mardi 19 mars (salle H604, Sorbonne)

LES POLITIQUES SCOLAIRES (GREGORY DAHO ET DOMINIQUE MARCHETTI)

- Soufiane Taif : *L'évolution du réseau éducatif français à l'étranger du XXème siècle à nos jours*

L'Agence pour l'Enseignement Français à l'étranger (AEFE) gère 492 établissements dans 132 pays. Ce réseau éducatif assure la continuité d'une mission de service public d'éducation et fait partie intégrante d'une politique culturelle extérieure à travers la promotion de la langue et de la culture. Cette communication sera divisée en deux axes : la centralisation administrative du réseau éducatif et la politique culturelle mise en place par l'AEFE ainsi que ses partenaires. Dans le premier axe, qui portera sur l'évolution de la gestion administrative des établissements français à l'étranger, il s'agit de montrer comment la centralisation de ce réseau parvient à créer et maintenir un lien entre les différents établissements. Dans le second, nous analyserons la mise en place de la politique culturelle extérieure à travers ce réseau, notamment à travers l'accueil d'une élite internationale francophone et francophile. Pour mettre en évidence cette politique, nous comparerons l'AEFE à un réseau partenaire parallèle, la Mission Laïque française.

- Juliette Fontaine : *L'école primaire sous Vichy : Changements et permanences de l'institution scolaire*

Ma thèse porte sur l'élaboration d'un programme d'action politique : elle se donne pour but de savoir si les politiques publiques (policy) sont affectées par la politique (politics). Le terrain de Vichy et des politiques scolaires (changement des programmes, sélection plus précoce) est intéressant pour répondre à cette question puisque nous sommes dans un cas particulier où les hommes qui arrivent à la tête de l'Education nationale en 1940 sont mobilisés sur la question scolaire dès l'entre-deux-guerres (donc volontaristes en la matière) et que le régime mis en place est autoritaire (les entraves au changement sont *a priori* réduits). Notre thèse montre que si le changement de l'institution scolaire commence à s'amorcer en pratique, le processus ne va pas jusqu'à son terme. Malgré ce volontarisme politique et ces entraves réduits, le contexte socio-économique (guerre, pénurie) réoriente l'action éducative vers des impératifs de gestion quotidienne et ce sont en définitive, les instituteurs - exerçant leur métier selon les habitudes acquises sous la Troisième République - qui "font" réellement la politique scolaire du régime.

Séance 7. Jeudi 18 avril (salle EHESS, à préciser)

SOCIOLOGIE DE LA PHILOSOPHIE ET PHILOSOPHIE DE LA SOCIOLOGIE
(ARNAUD SAINT-MARTIN)

- Boris Attencourt : *Les institutions de la visibilité intellectuelle*

Porté pour l'essentiel par la politique culturelle, le marché des conférences savantes a joué au travers de ses propriétés d'intermédiation un rôle essentiel dans les transactions économiques et symboliques au sein de ces nouveaux circuits de l'action culturelle (presse de qualité, revues intellectuelles à grand tirage, émissions de radio et de télévision, etc.). Dans cette communication, nous voudrions montrer qu'une des manières de rendre compte de l'histoire sociale d'un espace destiné à la visibilité des producteurs intellectuels était donc d'étudier ce qui se joue en interne dans la formation de ces lieux de conférences et leurs activités. Dans quelles conditions de telles instances sont-elles apparues ? Comment se maintiennent-elles ? Dans quelle mesure sont-elles amenées à évoluer ? Sur quels contenus s'appuient-elles ? À travers quelles tactiques réussissent-elles ? Qui sont ceux qui les investissent ? De quels types de capitaux disposent-ils ? Quelle est leur trajectoire ? etc. C'est à ces questions que nous nous efforcerons de répondre ici à partir de l'analyse de deux instances de conférences, le Collège international de philosophie (CIPh) et l'Université de tous les savoirs (Utlis).

- Victor Collard : *Spinoza et Bourdieu : une réconciliation en acte de la philosophie et de la sociologie*

L'influence d'un philosophe sur un sociologue a quelque chose de scandaleux pour qui croit à la rupture que Bourdieu ou Durkheim se sont appliqués à promouvoir vis-à-vis de la discipline à laquelle ils avaient été formés, séparant kantienement considérations métaphysiques et méthodes scientifiques. Pourtant, il semble que la philosophie spinoziste fut particulièrement pertinente pour l'élaboration de la réflexion de nombreuses grandes figures de la sociologie. C'est que cette philosophie semble receler une grande partie de l'épistémologie structuraliste que ses successeurs sociologues vont moins inventer qu'exhumer au point de se demander s'il ne s'agirait pas de réviser ce fixisme des étiquettes disciplinaires et de penser philosophie et sociologie comme un continuum en montrant que Spinoza et Bourdieu ont tous deux excédé les frontières trop étroites de leurs disciplines et qu'ils pourraient être en ce sens les deux figures révélatrices d'une « unidisciplinarité objectiviste ».

Comité d'organisation : Pierre Alayrac, Lola Avril, Pascal Barbier, Thibaud Boncourt, Ioana Cîrstocea, Grégory Daho, Dominique Marchetti, Guillaume Petit, Claire Ruffio et Arnaud Saint-Martin.